

# Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 13 MARS 1980 - No 50 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

## Instituteurs

# UN MOUVEMENT D'AMPLEUR NATIONALE

- Contre la suppression des classes, la grève reconduite dans la région parisienne
- Depuis mardi, le mouvement s'étend à d'autres régions

Lire page 3



Près de 10 000 instituteurs et parents d'élèves ont manifesté mardi après-midi à Paris contre les suppressions de classes. Plus de deux cents écoles parisiennes sur 640 étaient totalement fermées. Six départements étaient en grève hier, à la Rochelle, les enseignants ont occupé l'inspection académique empêchant de siéger une commission qui devait statuer sur la fermeture des classes.

Le mouvement sur Paris et la région parisienne a été reconduit jusqu'à jeudi. Mardi, les instituteurs ont cessé le travail à Paris, mais aussi dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Creuse, la Corrèze et en Haute-Vienne.

C'est l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale qui était en grève dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse. Des mouvements sont prévus en Bretagne. De nombreuses luttes avec occupation ont lieu dans des établissements du secondaire. Le mouvement prend une ampleur nationale. A la manifestation de mardi, de nombreux slogans appelaient à la grève reconductible contre les journées d'action. Il faut déplorer qu'un tel mouvement qui bénéficie de la forte participation des parents d'élèves ne soit pas coordonné nationalement comme en témoignent les journées d'actions régionales du 11, 12, 17 mars.

## Afghanistan

# Près de Bangdashir en deuil, les femmes et les enfants vivent dans des grottes naturelles

Suite du témoignage d'Alain MINGAM

Bangdashar, village à proximité de la route de Kaboul. Jallalabad, était en ruines, lorsque Alain Mingam, de Gamma, et Thierry Campson, de l'Associated Press, l'ont visité, avec les moudjahidines. Les femmes et les enfants se sont réfugiés dans des grottes pour échapper aux bombardements quotidiens de l'aviation soviétique. C'est ce récit qu'il nous fait aujourd'hui, après avoir vu « de l'intérieur » la résistance afghane.

Lire page 8

Lire aussi en page 6, l'appel que nous adresse M. Azad, de retour des camps de réfugiés d'Iran et du Pakistan.

# Appel au soutien pour la librairie Le Phénix

Lire page 3

## Marée noire

# Le plan Polmar déclenché ...4 jours après !



« Il n'y a pas de marée noire ». C'est ce que s'obstinaient à répéter les autorités après le naufrage du Tanio avec 26 000 tonnes de mazout dans ses soutes. Dimanche matin, les premières plaques d'un mazout noir et gluant faisaient leur apparition sur les plages et sur la côte de granit rose entre Ploumanach et Trégastel. Il n'y avait officiellement « aucun risque de pollution ». Or, les Bretons, pour la troisième fois en treize ans, ont repris le seau, la pelle et le balai pour nettoyer les plages. Ce n'est que mardi matin que le préfet s'est enfin décidé à déclencher le plan « Polmar-terre » « simple mesure administrative » selon les propos du préfet. Pourtant sur la plage, le mazout ramassé la veille revient avec la marée de la nuit, pourtant, l'avant du Tanio repose par 90 mètres de fonds avec 100 000 tonnes de pétrole dans des cuves que les courants peuvent disloquer.

Mardi soir, la marée noire s'était déplacée

## Informations générales

### Tentatives d'expulsions des locataires du 52, rue de Cléry (Paris)

Un gérant s'en va en laissant des dettes et en laissant les locataires de l'hôtel meublé du 52 rue de Cléry sans eau, sans électricité, sans entretien de l'immeuble.

Pendant plus d'un an, les locataires, français et immigrés, se sont organisés pour continuer à vivre : corvées d'eau, lampes de poche et manteaux sur le dos...

Le commerçant du rez-de-chaussée, Carel S.A., rachète en octobre 1979 le fond de commerce d'hôtel meublé. Pourquoi ? Vaut-il reprendre en main la gérance, percevoir les loyers, rétablir eau et électricité et entretenir l'immeuble ? Pas du tout ! Il assigne immédiatement les locataires devant le tribunal de grande instance de Paris, en référé, invoquant l'urgence de les expulser tous.

Le 9 janvier 1980, le tribunal de grande instance se déclare incompetent et les locataires de l'hôtel assignent eux Carel au tribunal d'instance du 2ème arrondissement pour que soit reconnu leur droit au maintien dans les lieux. L'audience aura lieu **jeudi 13 mars**.

Entretemps Carel avait fait défoncer et détruire un étage entier de l'immeuble ; la chaudière et l'installation électrique se trouvent « mystérieusement » sabotées. Il avait tenté une nouvelle action en expulsion « immédiate et sans délais ». Et que font les représentants de « l'ordre et de la loi » ? Le commissariat envoie périodiquement ses troupes contrôler les identités et tenter de faire peur, comme si l'expulsion était acquise. La préfecture a pris une décision « d'interdiction d'habiter » (pas de nouveaux locataires) qui risque de limiter le droit de maintien dans les lieux.

Les locataires demandent le soutien des habitants du quartier. Ils veulent rester chez eux ! Les travaux de remise en état de l'hôtel doivent être entrepris par le nouveau gérant en maintenant tous les droits des locataires. Le statut de locataires de bonne foi doit être reconnu par le tribunal.

**VENEZ NOMBREUX MANIFESTER VOTRE SOUTIEN !**  
**Jeudi 23 mars à 14 h 30**  
**Au tribunal d'instance de la mairie du 2ème arrdt.**

**COLLECTIF PARIS CENTRE**  
**Permanences**  
**le mercredi à 18 h 30**  
**Foyer Montorgueil,**  
**46 rue Montorg.**

### Assistance publique Marseille

## Les étudiants en médecine « remerciés pour services rendus »

Depuis quelques années pour faire face à la pénurie de personnel soignant, l'APM recrutait des étudiants en médecine (à partir de la 5ème année) qui font fonction d'infirmiers à mi-temps et embauchés au rabais.

Actuellement 314 étudiants (ce qui équivaut à 157 I.D.E.) dans tous les hôpitaux de l'A.P. font fonction d'infirmiers.

Les étudiants viennent d'être frappés par des licenciements prévus par tranches : 130 le 15 mars, 84 le 15 avril et une centaine en juin. Déjà plus d'une centaine ont reçu une lettre de « remerciement pour les services rendus ». Ces étudiants licenciés (qui pour la plupart travaillent depuis plus de 6 mois) n'ont reçu aucun préavis, aucune indemnité de chômage (« emploi révocable et précaire » d'après les dires de l'APM). De plus, ces mesures tombent en plein dans l'année scolaire avant les examens.

Dès la connaissance de cette nouvelle, les étudiants ont entrepris une campagne d'information auprès du personnel hospitalier qui dans l'ensemble les soutient ; ils ont entrepris une grève totale commencée le vendredi 29 février et reconductible tous les jours. Cette grève est massivement suivie (plus de 90%) par des licenciés et les non encore licenciés.

Si l'ensemble du personnel hospitalier a apporté son soutien aux étudiants, c'est parce qu'ils sont tous les jours confrontés aux réalités de l'hôpital : manque de personnel, heures supplémentaires, 42 heures par semaine, congés annuels étalés sur 5 mois etc... A propos de soutien, soulignons que des infirmières de l'hôpital de la Timone ont pris l'initiative, avant même les étudiants, de passer dans plusieurs hôpitaux de Marseille, pour faire signer des pétitions contre ces mesures.

Les syndicats CFTD et CGT ont apporté leur soutien total aux étudiants.

Voici le point de vue de l'APM lors de son entrevue avec les étudiants :

« Les licenciements sont nécessaires pour embaucher les IDE d'une part, et à cause des restrictions budgétaires d'autre part.

« La tranche des licenciements du 15 mars touchaient les CES (les étudiants inscrits en spécialités).

« La prochaine tranche touchera en priorité les étudiants étrangers.

« En cas de grève des étudiants, il réquisitionnera les IDE pour faire des heures supplémentaires ».

Les licenciements et ces propos montrent clairement la politique du gouvernement : restrictions budgétaires, mesures frappant la Sécurité Sociale, les mutuelles, suppression de lit d'hôpital, insuffisance de l'embauche en fonction des besoins etc... Il tente de faire de la santé, le privilège des privilégiés, c'est-à-dire instaurer des soins sélectifs en fonction de la classe sociale à laquelle on appartient.

De plus, les licenciements touchent en priorité les étudiants étrangers, bien que l'APM ait affirmé que les licenciés de la première tranche sont les CES. Parmi ceux-ci, figure un grand nombre d'étudiants étrangers de 5e, 6e et 7e années. Ils s'inscrivent dans les manœuvres de la bourgeoisie qui essaie de diviser les français et les immigrés et de faire endosser aux étrangers la responsabilité de la crise à laquelle elle n'arrive pas à faire face.

Les étudiants licenciés n'ont aucune autre ressource que leur salaire de l'APM. Autrement dit : les licenciés, c'est couper court à la poursuite de leurs études. Ne pourront donc plus faire des études de médecine que les enfants des classes privilégiées qui pourront prendre en charge financièrement leurs enfants jusqu'à 25 ans et plus.

Enfin, la réquisition des IDE pour faire des heures supplémentaires a pour but de faire porter aux étudiants la responsabilité du supplément de travail parce qu'ils

font grève. Cela vise aussi à diviser le personnel hospitalier et les étudiants, donc à briser la lutte qu'ils peuvent mener ensemble.

Nous disons non à toutes ces mesures qui frappent la santé de tous.

Une étudiante en médecine

IDE : Infirmier Diplômé d'Etat.  
APM : Assistance Publique de Marseille  
AP : Assistance Publique.

PS. Suite à leurs actions les étudiants en médecine licenciés ont obtenu :

- 1. D'être indemnisé à 50 % du salaire pendant 3 mois et 9 mois à 35 %.
- 2. Les femmes enceintes et les étudiants de 5e et 6e année ne seront pas licenciés.

Il est à noter que l'Assistance Publique est obligée de faire venir des infirmières de la Ciotat pour faire le travail des grévistes.

Après ce premier recul, l'action doit continuer contre les licenciements.

### Centre hospitalier régional d'Orléans

## Pour mettre en place l'austérité, la chasse aux délégués est ouverte !

Au CHRO, la situation est grave !

Que ce soit à Orléans, Saran, la Source, la Chapelle Saint-Mesmin ou la Maison de l'Enfance, la situation empire de jour en jour.

Les congés ne sont plus remplacés, des temporaires licenciés.

Aujourd'hui, des agents en fonction depuis plusieurs années, deviennent subitement de mauvais agents et sont donc licenciés.

Nos acquis sont remis en cause :

Prime amputée, contrats de temporaires réduits au maximum.

Les vacances que l'on veut nous diminuer, la prime de chaussures supprimée pour les administratifs, le prix de la crèche augmentée, les droits syndicaux bafoués.

Des menaces de sanctions, intimidations, poursuites en justice contre des militants syndicaux.

Il faut que la population orléanaise sache qu'aujourd'hui les malades sont en insécurité permanente.

Hier, où il y avait 6 ou 7 agents, il n'y en a plus que 4 ou 5.

A cause de cette situation, il est demandé à des agents de remplacer au pied levé dans des services où ils

ne connaissent ni les malades, ni les techniques. Quand on sait qu'il faut au moins 15 jours pour qu'une personne s'adapte à un service. CE SONT LES MALADES QUI FONT LES FRAIS DE CETTE POLITIQUE DELIBEREE DU POUVOIR.

Au CHRO, il est également question de fermer des lits. Nous en avons déjà un aperçu à la Maison de l'Enfance où un service vient d'être fermé.

Si la répression se met en place au CHRO, ce n'est pas un hasard, c'est pour essayer de museler les organisations syndicales et les travailleurs de manière à appliquer l'austérité à un niveau supérieur.

Par contre l'austérité ce n'est pas pour la direction qui dès sont arrivées fait acheter une Renault 30 de fonction, annonce un projet de pavillon de fonction de 80 millions, trouve un poste d'adjoint des cadres pour son fils alors qu'il n'en existe plus de libre.

Les organisations syndicales CGT-CFTD du CHRO ne peuvent tolérer cette situation et appellent dès maintenant à la riposte !

Communiqué des sections CGT et CFTD du CHRO

### Nice

## La lutte des étudiants en éducation physique prend de l'ampleur

Depuis le lundi 3 mars, les étudiants et enseignants de l'Institution STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives) occupent les locaux administratifs de la Faculté des Sciences de Nice pour protester contre la situation de leur section. Cette section, rattachée à l'Université d'Aix-Marseille 2, s'était mise en place progressivement depuis 1977 et regroupait 4 classes préparatoires et 4 années universitaires. Cependant, à la rentrée 1979, la quatrième année s'était mise en place sans moyens nouveaux, les postes prévus ayant été détournés sur intervention du recteur auprès du cabinet de Soisson. Alors qu'étudiants et enseignants attendaient la création d'une véritable UER (Unité d'Etude et de Recherche) d'éducation physique et sportive, les conditions en étant réunies le ministre de la Jeunesse et des Sports annonce que non seulement l'UER attendu ne serait pas créé, mais que les structures

en place seraient progressivement supprimées. Or en fait, si les débouchés manquent c'est uniquement du fait de la politique du gouvernement concernant l'éducation physique et sportive. C'est cette politique qui avait rencontré l'opposition résolue des profs de gym l'an dernier lorsque les heures d'éducation physique et sportive avaient été réduites à deux dans l'enseignement secondaire, par exemple pour réaliser 3 heures dans tout le second degré il faudrait créer 7 600 postes de professeurs, pour 4 h dans le 1er cycle et 3 dans le second, il faudrait en créer 13 200, pour 5 heures dans tout le second degré il en faudrait plus de 20 000 cela pour le seul domaine scolaire, et le développement des associations sportives dans les entreprises, les collectivités locales ainsi que les 5 % du budget de la formation professionnelle qui doivent être, selon la loi, consacrés à l'EPS tout cela montre l'immensité des be-

soins et les perspectives d'emploi pour les étudiants.

Mobilisés sur le fond du problème, la suppression de leur section, les intéressés, 15 professeurs, 30 vacataires et 300 étudiants, sont particulièrement indignés par la manière dont cette opération se déroule : « Nous insistons mesdames et messieurs sur la manière dont nous sommes traités : pas de consultation avec les responsables, décisions technocratiques du ministère de Tutelle reniant les engagements passés, asphyxie provoquée par étouffement négligeant complètement les étudiants, leurs origines géographiques et sociales, leurs enseignants, véritables pions qu'on s'apprête à bouger sans aucun scrupule ni aucune reconnaissance du travail accompli qui continue de peser sur leur vie de tous les jours. Et on voudrait que nous soyons silencieux, que nous continuions d'être sages ! » Rendez-vous ayant été pris avec le cabinet du min.

tre l'occupation des locaux administratifs était levée vendredi matin, puis rétablie, suite à une parodie de négociations avec un fonctionnaire sans pouvoir réel, qui n'a fait que confirmer la suppression de la section de Nice, mais seulement elle, les autres sections au plan national n'étant pas menacées. L'assemblée générale qui s'est tenue samedi et qui regroupait toutes les catégories a voté une grève de soutien et l'occupation illimitée du campus de Valrose. En lettres le mouvement de soutien se développe parmi les enseignants et les étudiants. Le SNESUP-Lettres a appelé pour ce lundi à une grève de solidarité. La prochaine entrevue avec un représentant du ministère est prévue pour vendredi. D'ici là de nouvelles actions revendicatives seront certainement développées par le collectif STAPS.

Correspondant NICE

# Instituteurs : un mouvement d'ampleur nationale

Paris : 10 000 instituteurs et parents dans la rue

**«35 élèves par classe c'est beaucoup trop, 20-25 c'est ce qu'il nous faut»**

«Parents, vos enfants sont concernés, 25 élèves par classe c'est en scandant ces mots d'ordre qu'un cortège de presque 10 000 instituteurs, parents et enfants a arpenté le pavé parisien mardi après-midi. Manifestation empreinte d'une grande combativité où do-

minaient très nettement les appels à une lutte résolue contre les fermetures de classe. «Des journées d'action, on en a marre grève reconductible jusqu'à satisfaction» cette combativité devait s'exprimer de façon spectaculaire lorsqu'en vue de la préfecture, l'objectif

assigné par la direction du SNI, un groupe d'instituts obliquait vers la rive gauche, en appelant à se diriger «dans l'unité au ministère» après quelques instants d'hésitation ce sont les quelques 10 000 manifestants présents soutenus par le SGEN-CFDT qui suivaient

le mouvement laissant sur place les dirigeants du SNI dépités. Par la suite la manifestation affirmait encore plus nettement son caractère offensif comme ces normaux solidaires mettant en cause la réforme Beullac : «Beulla-Beullac si tu savais, ta réforme où on se la met, Beullac tu vas savoir ta réforme, on en a marre !» chantaient-ils sur l'air de «meunier tu dors».

La manifestation était aussi un point de rendez-vous d'instituteurs de banlieue dépourvus d'informations, ils diffusaient des tracts informant des mouvements menés à Saint-Denis, la Courneuve par exemple et appelant à l'extension. A proximité du ministère se trouvait un cordon de CRS armés jusqu'aux dents, et le ministre devait refuser de recevoir la délégation. Une coordination des enseignants grévistes était convoqué le soir même pour décider de la suite du mouvement, nul doute qu'elle ne soit encouragée par le succès de cette manifestation.

Corresp. DUNKERQUE

Correspondant PARIS

## Dunkerque

### Professeurs et parents contre la carte scolaire

Cela a commencé vendredi 7 mars. Le CES Robespierre à Saint-Pol se met en grève contre la suppression de 4 postes. Samedi, les profs en grève à 90 % occupent le CES avec les parents d'élève. De 70 samedi, les parents se retrouvent à plus d'une centaine à l'assemblée générale de lundi, le problème de Robespierre est celui de la plupart des CES de l'agglomération Dunkerquoise où on compte près de 40 suppression de postes, sans compter les créations nécessaires et non réalisées dans les CES, LEP ou lycées où les effectifs atteignent parfois 40 élèves par classes. Lundi soir, une assemblée générale de tous les lycées appelée par le SGEN et le SNES réunissait environ 15 établissements, y participaient les parents d'élèves dont le rôle dans cette grève est très important, et la CSCV (Confédération Syndicale du Cadre de Vie). Rendez-vous était donné devant l'inspection d'académie mardi après-midi. Bien sûr l'inspecteur ne s'y trouvait malheureusement plus ! Mais il acceptait de revoir jeudi, mais séparément, une

mini délégation d'enseignants (1 par syndicat) puis les représentants des parents d'élèves. Division pas du tout acceptée par les professeurs et parents qui luttent ensemble et entendent bien être reçus ensemble.

Déjà le mouvement s'est étendu ce mardi ; un autre CES, Michel de Swaen est en grève reconductible, un autre de Cappelle en grève illimitée, deux autres CES se sont mis en grève pour l'après-midi afin de venir à l'inspection d'académie, et trois lycées au moins ont décidé la grève pour jeudi. Un autre rendez-vous a été pris pour ce jeudi. Un appel est lancé par l'ensemble des établissements aux autres établissements afin qu'ils rentrent dans l'action. Le secteur SGEN-CFDT appelle par ailleurs ses adhérents à soutenir fermement l'action contre les suppressions de postes et pour la création des postes nécessaires et lance un mot d'ordre de grève pour jeudi. La détermination des parents d'élèves et professeurs, qu'ils soient du SGEN, SNES, SNI ou SNC est grande. Espé-

rons que le secteur SGEN ne sera pas le seul à prendre clairement position pour la lutte et à adopter des mots d'ordre clairs, tels que celui de grève jeudi. Il est sûr que parents d'élèves et CSCV attendent des organisations syndicales d'enseignants qu'elles prennent toutes leurs responsabilités et appuient le mouvement largement engagé à la base.

## La Rochelle

### 200 enseignants ont occupé l'Inspection académique

Mardi 11 mars, deux cents enseignants ont occupé l'inspection académique de la Rochelle, le jour du comité technique paritaire, CTP, où devaient se décider les fermetures de classes. A l'appel du seul SGEN-CFDT deux cents enseignants ont marché sur l'inspection académique et ont occupé les locaux. L'inspecteur d'académie a dû lever la séance du comité technique paritaire reporté sine die. Les manifestants ont imposé à l'inspecteur d'académie de recevoir des délégations de parents d'élèves d'écoles menacées. A 17 heures, le SGEN s'est réuni, avec les grévistes syndiqués et non syndiqués. Ils ont lancé un nouveau mot d'ordre de grève le jour du prochain comité technique paritaire et un appel à la grève nationale du 20 mars.

Correspondant La Rochelle

## Appel au soutien de la librairie Le Phenix

Emu par l'attentat inqualifiable qui a entraîné la destruction complète de la librairie Le Phenix, le vendredi 7 mars, des personnalités s'intéressant, indépendamment de toute prise de position politique, aux études sinologiques et à la culture chinoise, soucieuses de ne pas voir disparaître les quelques centres de diffusion du livre chinois et des publications extrême-orientales qui mettent à la disposition du public français les productions éditoriales de Chine et d'Asie, se sont constitués en Comité de Soutien. Elles expriment leur sympathie aux libraires blessés au cours de l'attentat.

Elles appellent leurs amis et collègues désireux d'aider à restaurer la librairie à se faire connaître en écrivant à l'adresse suivante :

COMITE DE SOUTIEN LIBRAIRE LE PHENIX  
72 BOULEVARD DE SEBASTOPOL, PARIS 3e

Les contributions financières peuvent être envoyées au nom de L. Vandermeersch, CCP No 32 8664 H, Marseille.

Signataires de cet appel : M. P. Bady, professeur à l'Ecole Normale Supérieure ; Mme Bergere, professeur aux Langues Orientales (INALCO) ; Mme Brugiere-Bastid, chercheur au CNRS ; Mme Cartier, chercheur au CNRS ; M. F. Cheng, professeur à INALCO ; M. Denis, président de l'université de Haute-Bretagne ; M. P. Destenoy, professeur à Aix-Marseille 1 ; M. J.P. Jpdiény, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes-Etudes ; M. J. Germet, professeur au collège de France ; M. Y. Hervouet, professeur à Paris VIII ; M. D. Holzam, professeur aux Hautes-Etudes ; J. Ivens, cinéaste ; Mme M. Loridan, cinéaste ; A. Levy, professeur à Bordeaux III ; Mme M. Loi, professeur Paris VIII ; Mme Lombard-Salmon, chercheur au CNRS ; M. S. Martin, professeur à Paris VII ; M. A. Roux, professeur à Paris VIII ; M. C. Sauvageot, journaliste ; M. K. Schipper, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes-Etudes ; M. P. Trolliet, professeur INALCO ; M. Tsien Tche-Hao, chercheur au CNRS ; M. L. Vandermeersch, professeur à l'Ecole Pratique des Hautes-Etudes ; Vercors, écrivain.

## Reprise à Usinor Mardyck

Lundi soir, les travailleurs du TM décidaient de reprendre le travail, plusieurs raisons à cela :

- 37 jours de grève, c'est long et les grévistes commencent à être un peu essouffés.

- Les meetings de la journée de lundi n'ont pas permis d'éteindre l'action, au niveau de toute l'usine. Or de l'avis de tous, comme nous le disions dans notre édition d'hier, le TM ne pouvait plus continuer seul. Les meetings n'ont pas eu l'ampleur attendue (60 à 70 personnes à chaque fois).

«Il faut analyser les raisons de cette baisse de mobilisation», me dit un délégué. Travail de sappe de la maîtrise ? L'élan de solidarité face à l'attaque de la maîtrise n'a peut-être pas été saisi à fond pour entraîner dans une action significative toute l'usine ? Et puis, les perspectives d'action à offrir aux travailleurs lors de ces meetings n'ont sans doute pas été assez discutées auparavant, entre grévistes et délégués, et le moment venu, les propositions claires et offensives qui auraient pu mobiliser les travailleurs manquaient, alors que des désaccords

entre CGT et CFDT apparaissent aux yeux des travailleurs.

Pendant, les travailleurs du TM dans un premier vote se sont prononcés contre la reprise, car la direction maintenait le licenciement d'un délégué, ou plutôt le menaçait de licenciement s'il se passait le moindre mouvement de grève dans la boîte d'ici un mois. Les travailleurs du TM ont refusé ce chantage et soutenu leur camarade délégué. La direction a cédé, mais, si elle retire les 4 licenciements pour fait de grève dont celui du délégué, elle les maintient pour 2 autres travailleurs dont un délégué également, contre lesquels une procédure judiciaire est engagée pour «fait d'incendie». Les travailleurs ont cependant voté la reprise, mais un CE extraordinaire doit se tenir à propos des licenciements restant.

Qu'ont obtenu les travailleurs ?

- 50 et 70 F d'augmentation ;

- 1 % de prime de productivité, au lieu de 2 % proposés initialement. L'autre 1 % devant être payé en fin d'année sous forme de «super prime» ;

- le coefficient K aussi lorsqu'il y a remplacement du personnel en feu continu par du personnel en 3 x 8 (le TM était auparavant en feu continu) ;

- 1 RTT (Récupération-Temps-Travail au bout de 6 semaines, au lieu de 7 ;

Certes, ce ne sont pas les 200 F et la révision des classifications, mais les travailleurs ne reprennent pas vaincus.

«D'abord, on est resté soudé me dit un délégué puis une grève comme cela, ça ne s'est jamais vu à Usinor-Mardyck. 37 jours c'est la première fois. C'est un acquis pour la prochaine fois, la décision hésitera avant d'opposer un refus systématique à ce qu'on lui demande. Le TM s'est battu pour tout le monde, c'est ce qu'on a toujours dit, et ce qu'on a obtenu c'est 1 % de plus pour toute l'usine». Effectivement, même si c'est peu de chose, la lutte du TM marquera à Usinor-Mardyck par la détermination des gars et aussi des habitudes nouvelles ont été prises : solidarité financière dans l'usine, dans les autres boîtes de la région, action concertée avec Usinor-Dunkerque, les dockers etc...

«Et puis, la bagarre n'est pas terminée ajoute le camarade. On donne rendez-vous à la direction pour une autre étape...»

On se quitte là, il est près de minuit, les camarades délégués sont crevés. Une chose est certaine, la grève a beaucoup appris, il faut en tirer le bilan. Et souffler un peu... les grévistes en ont bien besoin.

Correspondant Dunkerque

## Grève à Paris-Brune

Depuis 0 heure mercredi, les agents de tri du centre PTT de Paris-Brune sont en grève à 80 % à l'appel des trois syndicats (CGT-CFDT-FO). Le mouvement devait se poursuivre pour la brigade d'après-midi et il n'est pas exclu qu'il continue dans les jours à venir. C'est pour s'opposer au contrôle des cadences que l'administration des PTT met progressivement en place dans les centres de tri que les postiers de Paris ont engagé ce mouvement.

# Les succès de Barre

## Montée en flèche des bénéfices réalisés par les entreprises en 79. Réduction de plus de 20% des crédits d'investissements et blocage total de l'embauche dans les services publics.

Réjouis par l'excellence des résultats financiers des entreprises en 1979, *Les Echos*, quotidien patronal de l'économie, en conclut : « Le plan Barre est donc en voie d'atteindre un de ses objectifs prioritaires ». Un de ses objectifs, car le premier ministre tient tout autant à bloquer emplois et salaires. Politique d'austérité qui n'est pas nouvelle : dès son entrée en fonction, Barre a prouvé sa volonté de faire payer la crise aux travailleurs. Cependant, le redressement des bénéfices des entreprises et la baisse très nette du pouvoir d'achat des smicards marquent un tournant. La crise économique de 1973 a provoqué jusqu'en 1978 un affaiblissement du montant total des profits des entreprises. Au bout de trois plans Barre, d'attaques aux salaires et de compressions d'effectifs, le patronat a pu s'adapter au temps de la crise : contraint de pratiquer « la croissance douce », il applique une gestion dure. Les résultats encourageants de 1979, les capitalistes entendent les consolider par la poursuite de cette politique d'austérité. Le premier ministre leur montre l'exemple, en prônant pour l'établissement du budget de l'État, restrictions d'emplois et de crédits. Dans une lettre adressée le 27 février à ses ministres, Barre met les points sur les « i » : « Le dynamisme de chaque département sera désormais apprécié à partir de sa capacité à préparer les diminutions de dépenses et d'effectifs ».

L'année 1979 a produit les meilleurs résultats financiers depuis six ans pour les patrons. Les prix à la production ont fait un bond de 11 % pendant que la croissance du coût salarial par unité produite

atteignait les 7 %. Très nombreuses sont les sociétés qui ont vu leur chiffre d'affaires grimper de 20, 30 voire 40 % ! Le tableau des bénéfices nets que nous avons dressé pour quelques entreprises est particulière-

ment éloquent encore que n'y figurent pas les formidables profits des multinationales : 658 millions de dollars pour Schlumberger (plus de 31 %), 1 milliard de dollars pour Eastman-Kodak (plus de 11 %).

### POURQUOI UN TEL ACCROISSEMENT DES PROFITS ?

Comme nous l'avons précisé plus haut, ce regain de bénéfices s'explique essentiellement par la moindre hausse des coûts par rapport à celle des prix. La libération des prix en janvier 1979 a permis aux industriels d'anticiper les hausses des matières premières : ainsi l'augmentation du prix du pétrole ne s'est faite sentir qu'à partir du mois de mai. De plus,

d'une façon générale, l'augmentation des prix à la production ont dépassé très largement la simple répercussion des hausses des matières premières (contribution de 15 % à la hausse de l'indice global, selon l'INSEE). Bref, liberté des prix et blocage des salaires ont été à la clé des succès patronaux.

Trois autres facteurs y ont contribué : le développement modéré des investissements, l'accroissement de la productivité des entreprises, enfin le maintien pour les trois premiers trimestres des taux d'intérêts bancaires en-dessous de l'accélération des hausses de prix. Limitant leurs emprunts, les investissements et partant leurs futures offres d'emploi, les entreprises ont ainsi conso-

lidé leur situation financière.

### L'AUSTERITE PLUS QUE JAMAIS

La crise installée, les patrons s'y adaptent, attentifs aux directives du professeur Barre, licencient, refusent toute augmentation, organisent le chômage partiel. Ne pouvant multiplier ces attaques frontales, le patronat se prend à réfléchir à une stratégie de l'austérité. Le PDG de Radiall déclarait récemment : « A une époque où les marchés s'essouffent, où les crédits sont rares, où les licenciements deviennent presque impossibles, où les prix de vente s'effondrent, il ne reste plus aux entreprises qu'une seule issue : l'austérité de gestion ».

De quoi s'agit-il ? Percevant l'ampleur de la crise et son caractère durable, le patronat ne veut plus se contenter du coup par coup : il double sa stratégie de remise en cause des droits syndicaux et du droit à l'emploi, par une politique de réduction des coûts à long terme. Et ce sont des restructurations profondes pour réduire les effec-

tifs à volonté : découpage des entreprises en filiales, sous-traitance, pratique de « l'art de désinvestissements ».

Commentant cette réorientation, Chevalier, vice-président du CNPF, aime à déclarer : « La crise ? Quelle crise ? Une nouvelle règle de jeu nous est imposée, pour longtemps ». Règle de l'austérité dont Barre est passé maître dans l'utilisation. Pas plus tard que fin février, Barre écrivait aux ministres : « Aucune création nette d'emplois ne devra être présentée à l'exception des engagements chiffrés inscrits dans le programme de Blois », concernant l'augmentation des effectifs de la police. Pas d'embauche nouvelle de fonctionnaires, mais encore restriction des crédits : moins 20 % pour les investissements, crédits de fonctionnement inchangés pour 1980.

Compte tenu de l'inflation (13 % de hausse pour 1980, selon l'INSEE), la diminution des investissements serait de 30 %, et l'enveloppe des rémunérations des personnels serait amputée de plus de 10 % !

### QUAND BARRE SE SURPASSE

Si de telles recommandations devaient prendre effet, il s'agirait d'une attaque sans précédent contre les fonctionnaires. Jusque'en 1978 Barre n'a pas réussi à donner les moyens aux patrons de faire face à la crise. Les travailleurs n'en ont pas moins été victimes de suppressions d'emplois, de la stagnation de leurs revenus. Après 1978, faisant jouer à plein liberté des prix, blocage des salaires et diminution de l'emploi, Barre se voit félicité par les patrons. Sans avoir besoin de leurs encouragements, le premier ministre multiplie les consignes d'austérité dans le secteur public, enjoignant par là le secteur privé à le suivre dans sa démarche.

D. DELORME

Entreprises	Bénéfices nets en 79 (Millions de francs)	Progression/78 (en %)
Carrefour	277,3	25,5
Crédit Parisien	14,17	11,5
Crédit du Nord	25,5	35,3
Ferodo (freins)	70,3	31
FINEXTEL (Télécommunications)	167	6,8
IMMOBAIL (Crédit Immobilier)	24,77	12
LOCINDUS (Travail temporaire)	72,09	16,34
MOTOBECANE	8,6 (-38,8 en 78)	
PENARROYA (groupe)	165 (-59 en 78)	
PSA	520	130
TOTAL	187,44	229

# Les Echos

## Résultats financiers des entreprises en 79 : les meilleurs depuis six ans

... mais les niveaux de 1970 ne sont pas encore retrouvés

Les performances qui ont frappé l'économie occidentale en général, et l'économie française en particulier, depuis six ans, ont profondément modifié les conditions de développement économique, notamment en ce qui concerne le partage du revenu national entre les entreprises et les ménages. L'effacement de la part prélevée par les entreprises a entraîné un changement de la répartition des revenus, des frais financiers et des profits.

	1970 (en %)	1974 (en %)	1978 (en %)	1979 (en %)
Marge des sociétés	63,9	56	68,1	67,2
Salaires	49,4	50,9	50,7	
Coûts sociaux	14,5	15,1	12,8	
Excédent brut d'exploitation	28,7	21,1	24,9	26,8
Total de la valeur ajoutée	100	100	100	100

## «Affaire Marchais»

# Jeu de quilles avant les présidentielles

Passionnante, «l'affaire Marchais». De jour en jour, d'heure en heure même, les «preuves irréfutables» s'accumulent, allant tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. L'archiviste d'Augsbourg, où est déposée la fameuse petite fiche, n'en revient pas de voir tant d'envoyés spéciaux, Routabilles modernes à la recherche de la vérité ; le maire de la ville allemande, lui, est tiraillé entre les demandes de «vigilance» formulées par le gouverneur fédéral — qui, évidemment, n'est pas insensible à l'affaire et à ses suites — et les «conseils amicaux» du maire PCF de Bourges, ville jumelée avec Augsbourg, qui réclame la «discrétion».

A Paris, on se bat à coups de dépêches d'agences et de témoignages de dernières minutes. Mardi, à 16 heures, Pierre Juquin, entouré de quelques dirigeants du PCF, fournit à la presse la preuve formelle, celle qui démolit toutes les accusations : une dépêche de

l'agence allemande DPA qui dit que «les documents des années de guerre sauvés à Augsbourg n'apportent aucune preuve décisive contre les déclarations faites jusqu'à ce jour par le chef du PCF Georges Marchais et n'établissent pas qu'il se soit trouvé encore en Allemagne

en 1944 ». Passons sur le fait que dimanche, au Club de la Presse, Marchais mettait en doute les documents en provenance de « l'Allemagne de Schmidt »... A 16 h 30, Revel exhibait, lui, une autre dépêche d'agence, de l'Associated Press cette fois-ci, précisant de Augsbourg que la présence de Marchais en Allemagne en 1944 « confirmait la certitude ».

Trois témoignages, dont deux inédits, apparaissent soudainement qui tendent à justifier les propos de secrétaire général du PCF : celui d'un de ses anciens camarades de travail français aux usines Messerschmidt, celui d'un employé de caisse d'assurance maladie qui certifie avoir vu Marchais à son guichet, à Paris, en 1943, et enfin celui de la première femme de Georges Marchais ; dans une lettre reçue mardi soir par *l'Humanité*, qui la publie dans sa dernière édition, celle-ci certifie que son mari et elle-même sont restés en Normandie de 1943 à 1945, « hébergés tantôt chez la mère de mon mari, tantôt chez d'autres membres de la famille, tantôt chez des amis ».

On le voit, de preuves irréfutables en témoignages de dernière minute, l'affaire continue.

Curieusement, cette affaire relance un autre débat politique, concernant ce que d'aucuns appellent la «moralisation» de la vie politique. Ce qui est une manière comme une autre de constater que les choses ne sont pas très «morales» aujourd'hui ; mais pourrait-il en être autrement dans cette société ?

Il y a quelques mois, on avait pu s'interroger sur le pourquoi du PCF envers l'affaire Boulin ; pourquoi le pourquoi du PCF envers l'affaire Boulin ; pourquoi ce refus de prendre en compte la réalité de l'action des politiciens de la bourgeoisie, faites de discours et d'actes publics, mais aussi de manœuvres moins avouables ? Au vu des interrogations qui pèsent aujourd'hui sur le passé de Marchais, on comprend mieux les réticences du PCF.

On comprend mieux aussi les vertueuses indignations d'un Mitterrand, qui jure, la main sur le cœur, que jamais il ne participera

à ce type de campagne : Roland Leroy n'a-t-il pas rappelé dimanche, comme ça, au détour d'un éditorial, qu'il y avait une certaine histoire de décoration accordée par le régime de Vichy à Mitterrand, qui devrait inciter le premier secrétaire du PS à la discrétion... Soyons-en sûrs également, Giscard lui non plus ne participera pas, directement du moins, à l'opération : non pas parce qu'il se désintéresse des petites contingences de la vie politique intérieure, mais plus prosaïquement, parce qu'il sait d'expérience les inconvénients de telles campagnes : l'histoire des diamants de Bokassa, après tout, est loin d'être terminée comme en témoignent les nouveaux documents publiés par le *Canard Enchaîné* de ce mercredi.

### A QUI LE TOUR ?

L'hypocrisie bourgeoise prend ici toute sa dimension. Car enfin, pourquoi ces interrogations (légitimes) sur le passé de Marchais réapparaissent-elles aujourd'hui spécialement, et qui plus est sous la signature

d'un journaliste d'extrême-droite ? Pourquoi aujourd'hui, alors que le fameux document en question est, semble-t-il, en possession de plusieurs personnes depuis trois ans ? Et pourquoi le *Canard Enchaîné* a-t-il bénéficié de fuites sur l'affaire des diamants dans les semaines passées ? Et pourquoi l'affaire Ramatuelle-Boulin, déjà ancienne, a-t-elle éclaté seulement à la fin de l'année dernière ?

Une explication, probablement principale, s'impose : la campagne des présidentielles est engagée. Personnalises à l'extrême, appelant les électeurs à se prononcer non pas seulement sur des programmes, mais aussi sur des hommes, les présidentielles induisent ce genre de campagne et de coups bas.

Nous l'avions dit au moment de l'affaire Boulin ; d'autres affaires pourraient bien avoir lieu, avant que tous ne fassent preuve du plus parfait angélisme dans les dernières semaines précédant le scrutin. Il reste quatorze mois. Alors à qui le tour ?

Nicolas DUVALLOIS

**Le Quotidien du Peuple**  
Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac  
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple  
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19  
Directeur de publication : Y. Chevet  
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP  
Commission paritaire : 56 942  
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»  
Société Générale 200 208 66

# Lyon : pour la gratuité des transports, des centaines de chômeurs manifestent à la Courly

## «Finis les vœux pieux, des actes»

«Dans un mois, nous serons de nouveau là» scandaient les chômeurs quand ils sortirent de la salle du Conseil de Communauté Urbaine de Lyon (Courly). Pendant plus de trois heures, à l'appel du «Comité de lutte pour l'emploi» de Lyon et de l'union départementale CFDT, plusieurs centaines de chômeurs y avaient manifesté leur volonté d'obtenir «la gratuité totale des transports en commun, la suppression des amendes passées, et des convocations à la police». Etape importante dans la mobilisation pour cette revendication, cette action à la Courly fut plus que positive.

Tout avait commencé par un double scandale : d'abord, pour les 40 000 chômeurs du Rhône, les nombreux déplacements pour rechercher un emploi, alors qu'il n'y

Séance oh combien «agité» jamais vue de mémoire de Conseil municipal ! Pensez donc, des chômeurs venant défendre leurs droits — un juste droit — interpellant les conseillers municipaux, gestionnaires bedonnants, plus prompts à manier l'insulte et à proférer des menaces qu'à satisfaire une revendication légitime. Pensez donc ! Troublé, le ronron communautaire où conseillers de droite et de gauche, chacun plus respectueux que l'autre du jeu «démocratique», usant et abusant des questions de procédure, brandissant l'un le règlement, l'autre le spectre de Kaboul ! Oui, les centaines de chômeurs et de syndicalistes rassemblés dans les gradins de la salle du Conseil de la Courly ont pu ce soir là une nouvelle fois mesurer le mépris de ces gens là envers les chômeurs.

Mais décrivons l'action :

18 heures, dans l'hôtel de la Courly : plusieurs centaines de chômeurs et de syndicalistes prennent place dans les allées réservées au public. Les banderoles sont aussitôt déployées «Chômage ras-le-bol», «Courir après le boulot, ça coûte cher», «Carte de chômeurs = titre de transport».

Des grévistes de la Courly, dessinateurs et surveillants de travaux en grève depuis 6 jours, s'installent eux aussi dans les gradins, décidés eux aussi à faire entendre leurs voix.

18 h 30 : Le maire de Lyon, Francis Collomb, commence par la lecture de divers textes, dont l'un sur la gratuité des transports. En résumé, un vœu a été émis en octobre 1977, un autre en juin 1979... mais la Courly n'est pas habilitée selon Monsieur le Maire, à se pencher sur le problème. Colère aussitôt dans les rangs des chômeurs !

Collomb, dont le masque impassible, a de plus en plus de mal à cacher ses grimaces, décide de passer à l'ordre du jour, «Maitre Rollet, votre rapport». L'autre commence d'annoncer... Quoi, les chômeurs vont-ils écouter poliment leur ronflement ? Certainement pas : gorges et banderoles déployées : un seul mot d'ordre retentit : «transports gratuits pour les chômeurs».

Le maire rageur suspend la séance.

### POUR TOUTE REPONSE LES INSULTES !

Fin du premier acte.

19 heures : ces messieurs daignent revenir s'installer dans leur fauteuil. Le débat reprend. Le notable Dugougon conseiller, trouve intelligent d'énumérer les villes où les chômeurs n'ont pas de transports gratuits ! Les chômeurs présents le remettent aussitôt à sa place. Dugougon poursuit : «Le réseau TCL n'est pas un bureau de bienfaisance» et, cynique, il conseille aux chômeurs de s'adresser au bureau d'aide social de leur ville !

Trop c'est trop ! Les slogans fusent entrecoupés de remarques acerbes et humoristiques à l'encontre de ces conseillers, de plus en plus énervés d'entendre de près la voix des chômeurs et de constater leur détermination.

Mais la droite allait-elle succomber sous les quolibets ? Maître Soulier, ancien socialiste à la veste retournée, se sentit alors une âme de justicier : au risque de s'étrangler, il vociféra un discours où faute d'arguments, les insultes et les menaces en tinrent lieu : d'abord, les chômeurs n'étaient que des «agités», voir des «chômeurs professionnels» ; il enjoignait les maires présents de ne pas succomber à la pression et à la force, de ne pas «délibérer sous la pression de ces «agités» qui d'ailleurs sont à coup sûr «des provocateurs»,... et termina sur une idée de génie : «Allez donc voir à Kaboul...». Ah, Maître Soulier, toujours prêt à nous menacer de ce que vous pourfendez !

Le maire de Lyon remis ses lunettes, Henu, maire PS de Villeurbanne, pris la parole. Certains s'attendaient à ce qu'il soutienne la revendication des chômeurs présents. Non c'était juste pour brandir le règlement intérieur, question de procédure...

### DES VŒUX QUI NE COÛTENT PAS CHER

Auparavant, Bourdin, du parti socialiste, tint à relire le

texte qu'il avait écrit en octobre 1977. Il y avait suggéré que l'ANPE délivre un seul titre de transport par jour aux chômeurs et de plus aux heures creuses, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 à 17 heures. (Allez toujours chercher du boulot à 9 heures du matin... !). Bref un vœu émis il y a deux ans et demi auquel le maire de Lyon s'empressa de donner une nouvelle fois son aval. Ce qui ne coûte pas bien cher et les vœux — en ce début d'année 1980 — sont plutôt d'actualité.

Collomb proposa une commission composée de tous les groupes politiques pour examiner le dossier et s'adresser ensuite au préfet du Rhône.

Le PCF demande la parole. Commaret, souligna sa satisfaction de voir une commission se créer. «Nous y tenons beaucoup» dit-il. Très bien, pensa-t-on «car nous ne sommes pas représentés au syndicat des Transports en Commun Lyonnais (TCL)». Ah : C'était donc ça... ! Toujours cette sacré envie d'occuper le plus de sièges possibles...

Le maire PCF de Vénissieux M. Houel, n'avait pas demandé la parole, mais puisque Collomb la lui donne, son indignation pu enfin déborder : sans trahir sa pensée, on peut dire qu'il formula le souhait que le «jeu démocratique» se poursuive sans tous ces «agités» et qu'il suffisait d'aller voir le préfet... Plus tard, le cercle de maires PCF entourant Houel firent penser à certains que le maire de Vénissieux n'avait pas du être félicité par ses collègues de sa position. Encore un qui risque de démissionner bientôt pour «raison de santé»... Petite anecdote récréative : dans la salle, un conseiller intervient pour signifier que le maire de Lyon a omis de lui donner la parole. Réponse du maire : «Je t'attends à la sortie».

«CE N'EST QU'UN DEBUT CONTINUONS LE COMBAT !»

Grotesque !

Il est 20 heures. Où en est-on ? D'une part pour la Courly, le même vœu de 1977. Pour les chômeurs, une volonté : «Finis les vœux

pieux, nous voulons des actes !». Collomb suspendit donc une seconde fois la séance. La droite se retira pour se réunir.

Fin du second acte.

Entracte dans la salle. Derrière les coulisses, les uniformes noirs piaffent d'impatience. Les renseignements généraux ne cessent de charger en pellicules leurs appareils de photos, les journalistes ont faim et sommeil, des conseillers adjoints viennent fumer le cigare au milieu des chômeurs et pendant une heure et demi, l'attente se prolonge.

21 h 30 : La séance reprit. Collomb fit une déclaration coupant d'ailleurs impoliment la voix à un chômeur du Comité de lutte pour l'emploi, qui tenait à dénoncer le mépris dont on les entourait.

Que dit le maire de Lyon ? Qu'il ne donnerait pas l'ordre aux flics d'intervenir. Merci M. le Maire. Que les élus ne devaient pas abandonner la salle sous la pression des manifestants et qu'il prendrait pour les prochaines séances des mesures strictes de sécurité pour interdire l'entrée du public à la prochaine séance «publique».

Le doux ronron communautaire à la grande satisfaction des notables, put reprendre. Les chômeurs présents décidèrent à leur tour de suspendre leur action, en clamant bien fort qu'ils viendraient chercher dans un mois, à la prochaine séance de la Courly, la réponse aux «vœux» émis ce soir là. Un dernier mot d'ordre avant de partir : «Ce n'est qu'un début, le combat continue»...

Dans la salle, le rapporteur continua d'annoncer... Dehors les chômeurs se séparèrent, bien décidés à aller jusqu'au bout, et à transformer le «vœu» en acte. Rendez-vous fut pris pour le mois prochain.

Michel BERTEL

Réunion du Comité de chômeurs et de lutte pour l'emploi à Lyon tous les jeudis à 18 heures à la Bourse du Travail.

## Les pompiers de l'Essonne en grève

Les pompiers du département de l'Essonne (région parisienne) sont actuellement en grève depuis la journée de samedi dernier. Leurs revendications sont nombreuses. Jusqu'ici, ils étaient disponibles durant 24 heures à la fois. Ils acceptent d'être toujours en disponibilité durant un temps égal mais à condition qu'entre deux tours de garde en quelque sorte, de cette durée, ils aient un repos de 48 heures.

Ils exigent en outre du matériel neuf, notamment d'avoir une ambulance équipée complètement (oxygène, etc.)... Ils exigent aussi une augmentation des effectifs notoirement insuffisants pour effectuer le travail. Où en est-on en ce début de semaine ? Après une première entrevue, les pompiers grévistes se voient menacés d'une retenue sur leurs salaires de 150 F par jour de grève !

## Neuves-Maison : les haut-fournistes ont repris le travail

Les hauts fournistes d'Usinor à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle) ont décidé mardi 11 mars de reprendre le chemin du travail. Rappelons que le mouvement, lancé par les syndicats CGT et CFDT avait débuté le 26 février. Les augmentations de salaire — exigence à l'origine du conflit — n'ont pas été obtenues. D'autres batailles à venir sont donc à prévoir.

## Le train Paris-Le Havre retardé par les ouvrières de Five-Stars

En ce début de semaine, le train Paris-Le Havre retardé par les ouvrières de Five-Stars. Ce lundi 10 mars, au Havre, le départ du train rapide Le Havre-Paris, qui devait avoir lieu normalement à 12 h 02, a été quelque peu retardé par une action d'éclat des ouvrières de l'entreprise de confection Five-Stars de Bolbec, localité située en Seine-Maritime. Les ouvrières grévistes, au nombre d'une quarantaine environ, sont actuellement en lutte contre la menace de suppression d'un certain nombre d'emplois dans leur usine. Lutte contre laquelle la direction a réagi par une répression particulièrement brutale. Qu'on en juge : il y a une quinzaine de jours, le directeur avait tiré à l'aide d'une carabine, alors que les délégués syndicaux de la CGT étaient en train de coller des affiches sur les murs de l'usine havraise.

## Communiqué

### GRAND GALA DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE L'IMPRIMERIE DARBOY (11ème semaine d'occupation)

Venez nombreux le samedi 15 mars à partir de 15 h  
Musique, débat, buffet, animation musicale :  
Claudia et les Rimmel's, la fanfare à yoyo, Elvis Platiné  
Michel et Alain Blues, le Chicot à bois sec, etc...

12 rue d'ALEMBERT, MONTREUIL, Mo Robespierre

## ATTENTION

## NOUVEAU COMPTE BANCAIRE

Tous les chèques doivent être libellés ainsi :

AUJOURD'HUI PRESSE  
• Société Générale  
200 208 66

Attention : les chèques ne doivent plus être libellés « Quotidien du Peuple ».

Fin du voyage de Giscard dans le Golfe

## «La position de la France doit se préciser davantage encore»

Au Koweït, Giscard avait parlé d'«autodétermination du peuple palestinien», en Jordanie, il ajoutait que «l'OLP doit participer à un règlement du conflit au Proche-Orient», en Arabie Saoudite, dernière étape de son voyage dans le Golfe, il est allé un peu plus loin en déclarant que «les Palestiniens et donc l'OLP sont les plus directement intéressés à un règlement de paix au Proche-Orient».

Cette dernière déclaration qui n'apporte pas grand chose aux précédentes n'aura évidemment pas le même impact. Les exigences émises par l'OLP restent posées : l'organisation palestinienne doit bénéficier d'une reconnaissance officielle, donc d'un statut diplomatique en France d'une part, dans une seconde étape, la France doit se prononcer sans ambiguïté en faveur de la création d'un

État palestinien indépendant.

A Ryad même, on perçoit les limites de la position française. Le ministre saoudien des Affaires étrangères a conclu ainsi la visite du chef d'État français : «Nous nous réjouissons de l'attitude française en cette matière (INDLR : La question palestinienne) et souhaitons que la position de la France se précise davantage encore».

Pour sa part, l'OLP, par la bouche de son représentant à Paris, coupe court à toute spéculation sur d'éventuelles concessions qu'elle serait prête à faire sous la pression française. Les droits des Palestiniens «sont et demeurent sur l'ensemble du territoire de la Palestine». (...) «L'OLP n'a rien à donner en échange de sa reconnaissance officielle».

## Sommet de Bamako Les états sahariens saluent la victoire du front patriotique du Zimbabwe

Réunis les 8 et 9 mars à Bamako, capitale du Mali, les 6 États sahariens (Algérie, Libye, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) soulignent dans leur déclaration politique finale que les accords signés au cours de cette conférence «constituent un tournant historique dans le raffermissement des liens séculaires d'amitié, de fraternité et de bon voisinage entre leurs peuples et dans le développement d'une coopération fraternelle et mutuellement avantageuse au niveau de la sous-région».

Les chefs d'État et de gouvernement réunis au Mali, se sont montrés préoccupés par la «sérieuse aggravation de la situation dans le monde», et ont condamné les ingérences étrangères en Afrique et dans le monde arabe. Ils ont exprimé leur solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance nationale, saluant la récente victoire du Front patriotique du Zimbabwe, réaffirmant leur appui au peuple d'Afrique du Sud, plaidant pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et du peuple palestinien. La 5e conférence des États sahariens s'est également prononcée pour le démantèlement de toutes les bases étrangères sur le territoire des pays africains et des pays non-alignés, et a rappelé la nécessité de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. Un programme de coopération économique, technique, culturel et social a également été adopté au cours de cette réunion.

## Chili : des dizaines de manifestantes arrêtées à l'occasion de la journée de la femme

Le 8 mars a été marqué à Santiago du Chili et à Valparaiso par l'arrestation de dizaines de femmes qui manifestaient contre la junte fasciste. Des affrontements ont eu lieu auparavant avec les forces de l'ordre qui sont intervenues pour empêcher le déroulement des manifestations interdites. D'autre part, le gouvernement ne s'en est pas tenu là pour marquer d'une pierre noire la commémoration de la journée internationale de la femme. Il a décidé de prolonger de 6 mois l'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis le putsch fasciste du 11 septembre.

# Zimbabwe : formation du gouvernement

Robert Mugabe, premier ministre «désigné» du Zimbabwe devait désigner son gouvernement mardi en fin de journée. Le premier ministre occupera également le poste de la défense, tandis que Joshua Nkomo, secrétaire-général de la ZAPU a accepté la fonction de ministre de l'Intérieur. Un ou deux blancs feront partie de ce gouvernement, mais ne seront pas forcément choisis dans le Front rhodésien, le parti de l'ancien gouvernement de Ian Smith.

En ce qui concerne la question cruciale des rapports avec l'Afrique du Sud, Robert Mugabe a rappelé au cours d'une conférence de presse son hostilité à la politique d'apartheid, dans le même temps il s'est efforcé de rassurer les dirigeants sud-africains afin de leur ô-

ter tout prétexte à une quelconque intervention dans les affaires intérieures rhodésiennes. «Nous voulons que l'Afrique du Sud nous considère comme un bon voisin, de la même façon que nous envisageons de nous conduire à son égard dans le cadre d'une juste coexistence mutuelle».

Pour obtenir l'engagement de l'Afrique du Sud à cesser l'entraînement des auxiliaires rhodésiens, Robert Mugabe a dû concéder à Prétoria qu'il n'accorde «aucune aide militaire» aux mouvements de guérilla en Afrique du Sud. Le Zimbabwe, a déclaré le dirigeant de la ZANU, apportera un soutien diplomatique et moral à ceux qui combattent l'apartheid. En revanche, le premier-ministre n'envisage pas l'adhésion

du Zimbabwe à la «consolidation d'États», sorte de marché commun d'Afrique Australe, prôné par l'Afrique du Sud : «Nous voulons voir se produire des changements en Afrique du Sud avant de nous engager dans une association de ce type».

A ceux qui pourraient juger excessives les concessions faites par le nouveau chef d'État du Zimbabwe, il faut rappeler les menaces bien réelles de l'Afrique du Sud, qui dispose d'une des armées les plus puissantes du continent et n'a pas hésité à s'en servir à plusieurs reprises, contre le Mozambique, la Zambie et l'Angola. Dès l'annonce de la victoire de Mugabe, le 4 mars, Pieter Botha, premier-ministre du régime raciste d'Afrique du Sud proférait des menaces

précises : «Tout État voisin qui laisserait son territoire servir de base à des attaques contre l'Afrique du Sud doit s'attendre à faire face à la totalité de nos forces».

Loin d'encourager l'attitude agressive de l'Afrique du Sud, la politique de compromis avec Prétoria, choisie par Robert Mugabe lui a déjà permis de manquer un premier point. En effet 600 soldats sud-africains stationnés dans le sud du Zimbabwe ont été rapatriés. Après avoir prétendu que cette évacuation s'était achevée le 30 janvier, l'Afrique du Sud est contrainte à un premier recul. La vigilance face au danger d'intervention reste cependant de mise.

Frank ROUSSEL

## Le sort dramatique des réfugiés afghans

M. Azad, de retour d'Iran et du Pakistan, nous dit : «L'aide est une nécessité urgente»

Monsieur Azad, intellectuel afghan, membre de l'Association des Amis des Afghans et de l'Afghanistan est de retour d'un voyage de plusieurs semaines dans les régions du Pakistan et de l'Iran qui sont frontalières de l'Afghanistan et où se trouvent actuellement des centaines de milliers de réfugiés. Plusieurs vagues de réfugiés se sont succédées, correspondant à chaque période de répression, sous le régime de Taraki, puis d'Amin, puis après l'invasion de l'armée soviétique. Aujourd'hui, le rythme de l'exode s'accroît à la suite des nombreux bombardements effectués au napalm et aux gaz par l'armée soviétique.

M Azad évalue le nombre des réfugiés à environ 1 200 000, un million au Pakistan et 200 000 en Iran. «Il s'agit essentiellement de femmes et d'enfants qui fuient l'occupation et les bombardements, tous les hommes restant dans le maquis pour combattre. En Iran, par exemple, il en arrive un millier par jour, qui ont fait des centaines de kilomètres à pied et qui arrivent complètement épuisés et affamés. Dans la plupart

des cas, comme j'ai pu le constater, il n'y a pas du tout de camps pour les accueillir. Même si elles veulent les aider et partager le plus possible ce qu'elles ont, les populations du Pakistan et d'Iran sont très pauvres. Souvent, ces femmes et ces enfants n'ont d'autre solution que de creuser des trous dans la terre et de les recouvrir de paille. Comme il pleut, beaucoup sont malades. A Nokkanpy, au Baloutchistan pakistanais, j'ai vu plusieurs dizaines d'enfants orphelins qui s'abritent dans des carcasses de vieilles voitures. Le jour où je suis passé, deux d'entre eux étaient morts au cours de la nuit précédente, de faim ou de froid».

Pour M Azad, l'exode des réfugiés fait partie de la politique soviétique visant à la destruction du peuple afghan. «Comme ils ne peuvent pas nous soumettre, ils veulent pratiquer une politique de génocide, comme au Cambodge. Ils vont bombarder des régions entières pour faire fuir les habitants et ensuite procéder à une véritable colonisation, comme ils ont commencé à le faire en faisant venir des habitants des républiques musulmanes d'URSS».

M Azad explique que l'aide aux réfugiés constitue une nécessité urgente pour la survie du peuple afghan. Tout est à faire pour créer dans ces régions frontalières d'Iran et du Pakistan, des structures fournissant une aide alimentaire et médicale aux milliers de réfugiés qui ne cessent d'affluer. L'Association des Amis des Afghans et de l'Afghanistan prévoit l'installation d'un certain nombre de centres en Iran et au Pakistan pour faire face aux besoins les plus urgents avec la participation de médecins afghans qui sont prêts à se rendre sur place. L'Association lance un appel urgent pour l'envoi de médicaments, de vêtements et de fonds permettant de mener à bien cette campagne humanitaire. «Il faut faire prendre conscience au peuple français du danger qui pèse sur notre peuple» conclut M Azad.

Association des Amis des Afghans et de l'Afghanistan  
BP 1 303 - 21000 DIJON



## Grande-Bretagne : reprise des négociations dans la sidérurgie

C'est dans des conditions difficiles que les négociations entre les syndicats de la sidérurgie et la direction de la British Steel Corporation ont repris lundi. En effet, cette nouvelle rencontre syndicats-patronat s'est tenue alors que la plupart des aciéries privées ont repris le travail. Les sidérurgistes du privé avaient apporté, pendant plusieurs semaines, un soutien vital à leurs camarades du secteur nationalisé. D'autre part, la direction de la BSC affirme que 65,3 % des ouvriers de l'entreprise ont participé au scrutin qu'elle a organisé et que 69 % d'entre eux sont favorables à un vote qui se prononcerait directement sur les offres d'augmentations, patronales, sans passer par les syndicats. Ceux-ci avaient lancé des consignes d'abstention. Forts de cette situation, le patronat et le gouvernement espèrent sortir vainqueurs du conflit.

Dimanche à Londres, 50 000 travailleurs ont manifesté contre la politique d'austérité et les mesures antisyndicales de Thatcher. Au cours du meeting, qui a suivi la manifestation, les dirigeants syndicaux qui prêchaient la modération se sont fait conspuer.

F. R.

Ivan-Pierre CHAMPAGNY

Pour téléphoner au  
Quotidien du Peuple

205-51-10



# Afghanistan Près de Bangdashir en deuil, les femmes et les enfants vivent dans des grottes naturelles

Témoignage d'Alain MINGAM

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Le seul fait d'avoir pu atteindre par la route, en taxi, en partant de Kaboul, une zone qui échappe totalement au contrôle du gouvernement, le fait aussi que cette zone, non frontalière du Pakistan, soit située à peine, à 70 kilomètres de la capitale, semblent bien témoigner du manque de soutien aux autorités «légales» de la part de la population.

► Dans quelles conditions, avec Thierry Campion, de l'Associated Press, avez-vous gagné la zone «rebelle» ?

C'est après un mois passé à Kaboul que nous avons tenté le coup, après un mois où nous avons subi la tension présente dans la population, en attente, et aussi la tension dans le travail, parce qu'à Kaboul, pour nous, il est pour ainsi dire impossible de travailler. En effet, les photos que l'on peut faire là, ce sont des photos «volées», des photos pour ainsi dire de «paparazi politiques», des photos à l'insu des soviétiques. Thierry Campion et moi-même, nous avons pensé qu'il fallait absolument sortir de Kaboul et essayer d'avoir un contact avec la rébellion pour mesurer son ampleur, parce que la population de Kaboul n'arrête pas de dire, et n'arrête pas de dire, que : «Les moudjahidines approchent de Kaboul».

## EN TAXI, SUR LA ROUTE

Nous sommes donc partis de Kaboul, un matin, en taxi, sur la route de Jallalabad, capitale provinciale. Cette route est un axe très important, pour les échanges entre l'Afghanistan et le Pakistan, et aussi pour les échanges entre Kaboul et la province. Avant d'arriver dans Jallalabad, située à 120 kilomètres de la capitale, nous sommes passés près de Larnam, encerclée alors par les moudjahidines ; les tirs nourris donnaient une idée de l'âpreté des combats. Nous avons atteint Jallalabad vers midi, nous y avons constaté une tension encore plus grande qu'à Kaboul, bien que la présence des soldats soviétiques n'y soit pas visible, ceux-ci étant regroupés dans des casernes, aux dires des gens que nous avons rencontrés. Nous avons attendu, dans Jallalabad, l'heure supposée — selon les rumeurs — à partir de laquelle les moudjahidines dressent des barrages sur la route, et nous avons pris un taxi pour remonter sur Kaboul. Le chauffeur n'était pas ravi, car il faut souligner qu'à l'heure actuelle, le gouvernement paie des bandes de pillards qui tendent des embuscades, volent et tuent sur les routes, ils essaient ainsi de discréditer les moudjahidines en faisant croire que ce sont des pillards. Le risque de rencontrer ces pillards était grand, mais nous avons eu de la chance. Finalement, nous sommes tombés

## Villages bombardés et mitraillés sans distinction

Pourquoi dans le secteur que vous avez visité avec Thierry Campion, les villages sont-ils ainsi bombardés ? Quelle menace représentent-ils pour le pouvoir central ?

On peut se poser la question. Les villages sont bombardés simplement, semble-t-il, parce qu'ils sont supposés être des repères de moudjahidin, des bases arrière. Ceux qui envoient les hélicoptères savent très bien, qu'à la suite des combats, comme dans Kasa, il n'y a plus aucune autorité légale. Il n'y a plus d'armée, plus de police, plus de préfet, plus rien de l'autorité légale mise en place sous Taraki. Ils savent que ces villages sont sous contrôle rebelle, alors ils bom-

bardent et mitraillent sans distinction hommes, femmes, enfants.

Y a-t-il beaucoup de victimes ?

Oui. Les rebelles ont tendance à minimiser leurs pertes. Mais, il est certain qu'elles sont très nombreuses, parce qu'ils n'ont rien, pas de médecins, pas de médicaments. Les blessés sont dans une situation dramatique. Les pertes sont très nombreuses, et, elles risquent de le devenir davantage si les Soviétiques utilisent l'arsenal qui est le leur, et qui est déjà à pied d'œuvre aux alentours de Kaboul et dans toutes les grandes villes.



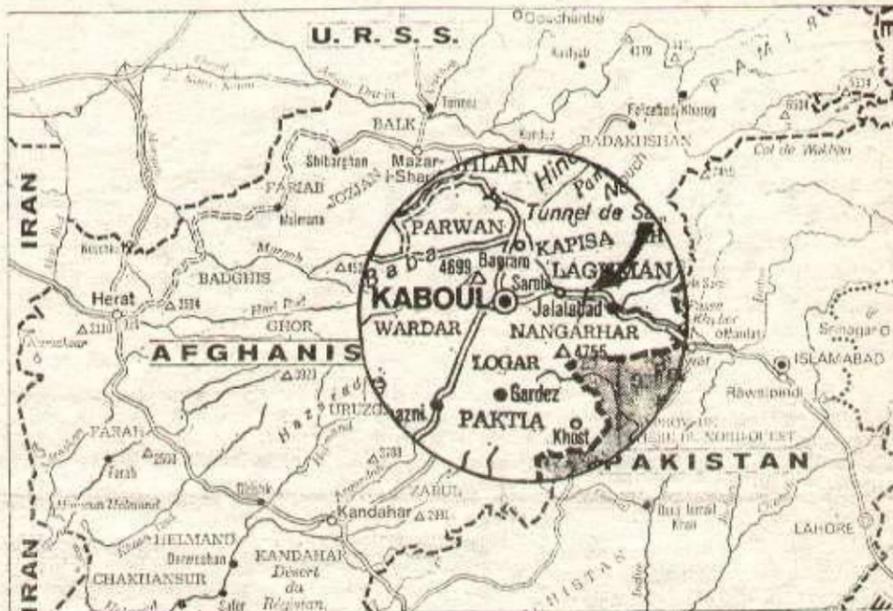
Cette petite fille est l'une des nombreuses victimes des bombardements.

sur un barrage de moudjahidines à 70 kilomètres de Kaboul, ils occupaient complètement la route qui mène à la capitale. Il était trois heures de l'après-midi.

En nous voyant, les moudjahidines ont d'abord cru à des conseillers soviétiques. Nous avons eu un peu peur, car dans ce cas-là, je crois qu'il n'y a pas de pitié. Nous avons été sortis manu militari de la voiture, deux d'entre eux faisant mine de nous viser avec leurs fusils. Nous avons été emmenés rudement vers le lit de la rivière qui bordait la route. Pendant ces quelques instants pénibles, nous avons quand même eu le temps de nous rendre compte de la bonne organisation des moudjahidines. Ceux qui étaient sur la route, étaient protégés par des commandos, en position, de part et d'autre, sur les collines avoisinantes, ils assuraient donc un contrôle parfait de la situation, dans l'éventualité d'une intervention de l'armée afghane ou des Soviétiques. Nous avons pu compter près d'une centaine de moudjahidines disséminés dans ce secteur, et placés sous l'autorité d'un commandant (1) âgé d'une trentaine d'années. Celui-ci avait la responsabilité des opérations quotidiennes de contrôle de la route, et des attaques éventuelles de convois ennemis.

Les occupants des rares véhicules qui passent à cet endroit, se voient, en effet, soumis à un contrôle de leurs papiers : si ce sont des Parchami ou des Khalqi, ou bien des officiers Soviétiques ou afghans, ils sont immédiatement exécutés. Les rebelles insistent bien : vis-à-vis de ces gens-là, ils sont sans pitié. Par contre, ils laissent la vie sauve aux hommes de troupe, ils les font prisonniers et essaient de leur expliquer le sens de leur combat. Ils disent que la majeure partie du temps, les soldats qu'ils épargnent ainsi, rejoignent le camp de la rébellion. Nous en avons d'ailleurs rencontré, qui étaient effectivement des prisonniers, sans armes, mais tout de même, des prisonniers qui vivaient assez libres dans le village où ils avaient été amenés.

Pris à partie comme *chouravi*, nous sommes heureusement parvenus, Thierry Campion et moi-même, à faire comprendre qu'il nous étions. La mention de mon séjour préalable, en avril 1979, avec des rebelles, y contribua. C'est ainsi que nous avons pu nous mettre en route et parcourir ensemble toute la région durant cinq jours. Ce périple nous permit d'atteindre la ville de Kasa, et d'y rencontrer le commandant en chef (1) pour l'ensemble de la région, le com-



C'est à cet endroit, à 70 kilomètres de Kaboul, voici quelques jours, qu'Alain Mingam et Thierry Campion, ont été interceptés par un barrage de moudjahidines.

quéo. Encore faut-il en avoir le temps, car les hélicoptères sont très vite sur le village, et de toute manière, dans ces cas-là, la valeur d'abri d'une mosquée est très limitée.

Nous n'avons pas réussi à savoir le nombre de morts qu'il y avait eu dans ce village, par les bombardements, mais visiblement, le village était en deuil, à tel point que les moudjahidines qui nous accompagnaient ne voulaient même pas qu'on s'arrête pour prendre le thé, ou pour se reposer un instant. Parce que pour eux, c'était indécent de vouloir solliciter quelque chose de la part de ce village, qui comme en témoignaient les maisons détruites, les trous de bombes, etc., avait été complètement ravagé.

## UN TRAIN D'ENFER, RYTHME PAR LES MOUDJAHIDINES

Commandant Mohammed Hadji Kala. Les moudjahidines qu'il commande sont partout dans la région, et vraiment de tous les âges : du jeune de 14-15 ans, qui vient de recevoir son premier fusil, au robuste vieillard, tout ça à l'image d'une population essentiellement paysanne, très aguerrie, très saine, au sein de laquelle les rebelles sont, pour reprendre une expression célèbre, comme des poissons dans l'eau.

## BANGDASHIR SOUS LES BOMBES

En nous dirigeant vers Kasa, nous avons traversé le village de Bangdashir. Celui-ci avait été bombardé la semaine précédente et presque toutes les maisons étaient détruites. Les hommes étaient d'ailleurs occupés à rebâtir avec un espèce de torchis, les maisons détruites. Les femmes et les enfants vivaient dans des grottes naturelles de la montagne, ils ne vivaient plus du tout dans le village, par peur des bombardements répétés, bombardements redoutables car deux ou trois hélicoptères, avec huit roquettes chacun, et les mitrailleuses dont ils disposent peuvent faire énormément de victimes. Souvent, quand il y a une attaque aérienne — je l'avais déjà observé dans le Khunar, en avril dernier — les gens se réfugient à la mosquée, avec la croyance selon laquelle Allah les protège, et que le seul endroit où ils peuvent bénéficier d'une telle protection, c'est dans la mos-

Durant tout le temps où nous marchions, nous avons été survolés systématiquement par des hélicoptères. Dans certaines zones montagneuses que nous traversions, il n'y avait pas de problèmes pour se cacher. Mais, nous avons traversé ensuite des zones assez désertiques ; nous marchions à un train d'enfer, rythmé par les moudjahidines, qui craignaient l'intervention des hélicoptères. Ils nous montraient à certains endroits, l'impact des bombes larguées les jours précédents, comme ça, alors qu'ils marchaient, sur des endroits où il n'y avait pas de villages, mais simplement parce qu'ils avaient été repérés. C'est au bout de deux jours de marche, assez exténuants, avec nos compagnons, deux jours durant lesquels nous sommes montés jusqu'à 3 000 mètres, sans jamais, pour ainsi dire, nous arrêter, que nous avons atteint Kasa. Kasa, située dans une région où il y a peu ou pas de neige, est une sorte de sous-préfecture, assez importante, qui avait connue un mois plus tôt, en janvier, des combats d'une grande violence.

(1) Selon Alain Mingam, chez les moudjahidines, le «commandant» est en général le chef traditionnel de tribu. Il peut se trouver que ce ne soit pas le cas, et que le commandant ait gagné son titre par son courage militaire, mais il appartient de toutes façons à la famille du chef de la tribu.

Demain :  
«L'aide occidentale est ridicule»,  
nous dit le commandant Hadji Kala